

La pêche boulonnaise face aux impasses de l' (éco)technocratie

Le journal *La Brique*, dans son numéro 35, vient de publier une enquête-reportage sur le port de Boulogne-sur-mer, premier port de pêche français et premier lieu de transformation du poisson en Europe. Ce focus sur une situation locale résume la situation globale : raréfaction et pollution des ressources, pression des marchés et des bureaucrates, artificialisation du vivant, et fuite en avant ravageuse insufflée par toutes les couleurs de la technocratie. Ce qui vaut pour la mer – ce nouveau « *Far West* » de l'économie mondiale – vaut pour le reste. Tout Terrien soucieux de sa survie et de sa liberté lira avec gourmandise ce numéro.

Le Monde du 13 avril titrait : « *Le Sud veut sa part des données satellitaires pour gérer ses ressources* ». Et prendre ainsi part au « *développement* » tout en protégeant son « *patrimoine halieutique* » de la pêche illégale. Le Centre national d'études spatiales et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) viennent de signer un contrat pour réaliser un « *centre d'océanographie spatiale* » en Indonésie. *Idem* pour la NASA, la filiale d'EADS Astrium ou Greenpeace à divers coins du globe. État des ressources, localisation des poissons, taux de salinité, courants marins, températures, les satellites guident les pêcheurs qui ne sortiront plus en mer qu'en suivant les indications de leurs *smartphones*. Le savoir-faire séculaire, fruit de l'expérience vécue et d'un apprentissage long, disparaîtront au profit d'une exploitation optimisée des ressources maritimes. Les bases profitables de la pêche industrielle seront saufs. Boulogne-sur-mer n'échappe pas à la règle. Profitons-en pour démonter quelques fausses solutions qui ont cours en ce moment : les quotas, l'expansion maritime et l'aquaculture.

Dans son numéro d'avril 2013, la revue *Silence* nous refait le coup du rationnement et des quotas : une mesure à prendre d'urgence face au péril écologique que nous démontrions dans un article précédent : « *Rationnement et écologie transitoire* ».

L'interview dans *La Brique* de ces pêcheurs Boulonnais pris dans la tenaille des marchés et des quotas européens prouve combien la généralisation à tous les citoyens de cette astreinte administrative écornerait un peu plus nos libertés et nos capacités de résistance face au modèle de développement industriel.

Dans *La vie est à nous !/Le Sarkophage* de mars 2013, l'écosocialiste Mélenchon nous gratifie de ses délires prédateurs : « *Je veux souligner l'importance de penser dès aujourd'hui l'incontournable expansion vers les océans et les mers d'une humanité aujourd'hui composée de 7 milliards d'êtres humains et bientôt de 12 ! [...] La mer et les océans représentent 70 % de l'espace terrien. Ils sont moins connus que la surface de mars ! [...] La mer et les océans sont l'aventure concrète de l'humanité pour ce siècle-ci.* » Ce sur quoi *Le Monde* du 13 avril embraye : « *Objet de convoitise, le cœur des océans est une fantastique réserve d'énergie, de protéines, de ressources génétiques. Mais c'est aussi une sorte de Far West où États et industries peuvent agir sans règle.* » Et le sénateur-maire de Bapaume (62) Jean-Paul Delevoye, président UMP du Conseil économique, social et écologique, apporte son concours à l'*Appel de Paris pour la haute mer* : « *Les peuples se déchirent toujours sur le court terme mais sont capables de se transcender sur le long.* » Tout le monde semble d'accord. Les continents sont saturés, pollués, surpeuplés ? Le béton des mégapoles mange notre espace vital ? La terre n'offre plus rien sans sa dose saisonnière d'intrants chimiques ? Alors, allons de l'avant camarades ! Les océans – encore trop oubliés des exploiters, paraît-il –, se plieront à notre boulimie. Vous vous demandez quelle est la différence entre tous ces prospectivistes ? Celle de déterminer la part du public et du privé dans la colonisation des fonds marins.

Persévérons dans l'unanimité. Mélenchon : « *Éoliennes, hydroliennes tout ce qui peut aller en mer [ira]. L'aquaculture est l'unique perspective de ressources protéique abondantes à notre portée.* » Dans son Diagnostic territorial pour la période 2014-2020, le Conseil régional Nord-Pas de Calais mise gros sur l'aquaculture et la fin de la pêche artisanale. Le rapport prévoit que les futurs désœuvrés

deviendront des promène-touristes pour imprimer le virage folklorique de la ville, des surveillants de l'aire marine protégée (mise sous cloche d'un espace maritime), ou des agents de maintenance des futures usines d'énergie (sous-)marine. Comme il est noté dans *La Brique*, le pôle de compétitivité Aquimer de Boulogne regroupe la Région, l'État, les scientifiques et les patrons pour préparer le terrain aquacole et les espèces de poissons. Et les Verts défendent une impossible aquaculture biologique pour prévenir les épidémies dues à l'élevage de poissons en batterie. Enfin, toujours dans *Le Monde*, on apprend que l'excellence spatiale française s'exporte pour « *déterminer les zones les plus propices à l'aquaculture et à la "crevetticulture"*. »

Laissons les pinailleurs pinailler. L'exemple boulonnais montre à quel point les roses, les verts, les rouges, les scientifiques et les patrons avancent vers un but commun. Optimiser pour continuer de tirer profit d'un monde résiduel.

Hors-sol
19 avril 2013